



Eau et sécurité alimentaire sont intimement liées

Parmi les périls qui menacent la Terre et sur lesquels s'est longuement penché le récent Sommet de Johannesburg sur le développement durable, le plus inquiétant est sans doute la pénurie d'eau douce. D'ores et déjà, 1,2 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable tandis que 2,4 milliards ne disposent pas de moyens d'assainissement appropriés. Pour l'avenir, les prévisions des experts ne laissent rien augurer de bon : deux tiers de la population mondiale pourraient vivre, dès 2025, en situation de stress hydrique.

Sécurité alimentaire et sanitaire, développement économique, survie pure et simple : l'eau est au confluent de toutes ces problématiques essentielles pour l'humanité et sa sauvegarde apparaît comme le défi majeur de ce siècle.

Il faut reconnaître que l'on n'a pas, au cours des dernières décennies, beaucoup ménagé cette ressource. Qu'on l'a même, au contraire, sollicitée sans compter.

Si la population mondiale a triplé au cours des septante dernières années, le volume d'eau utilisée a quant à lui sextuplé. Principalement pour accompagner le développement de l'agriculture et de la production industrielle, qui absorbent respectivement 70 et 20 % du total de la consommation mondiale. Depuis quelques années, on assiste à une certaine stabilisation : la demande en eau s'aligne sur la courbe de la croissance démographique. Le problème, cependant, reste entier car le volume d'eau disponible ne change pas et si rien n'est fait pour enrayer les tendances actuelles, les extrapolations pessimistes des experts risquent bien de se vérifier.

La question du développement, même durable, est dès lors posée. D'autant qu'au problème de la quantité d'eau disponible s'ajoute celui, tout aussi aigu, de sa qualité, de plus en plus mise à mal par les activités humaines.

Il est grand temps, dès lors, de gérer enfin une ressource que l'on a jusqu'ici gaspillée parce qu'on l'imaginait inépuisable et dont on découvre aujourd'hui qu'elle est rare, sur une grande partie de la planète tout au moins, et, partout, extrêmement fragile.

Les défis de l'eau

Et si l'eau venait à manquer ?

Et si sa qualité se dégradait au point de la rendre impropre à la consommation ? Et si cet élément vital devenait une simple marchandise aux mains de quelques multinationales ? Trois facettes d'une problématique complexe qui apparaît pour l'humanité comme un des grands défis du siècle.

**2003
année de l'eau**

2003 a été proclamée Année internationale de l'eau douce. Objectif de cette "dédicace" : faire prendre conscience à l'opinion de l'importance de la protection et de la gestion de l'eau. Événement marquant de l'année : la tenue en ce mois de mars, à Kyoto, du 3^e Forum de l'eau, un grand conclave auquel participent tous les acteurs du secteur, au premier rang desquels, les multinationales...

Au bord du stress

A supposer que les quantités disponibles d'eau douce soient suffisantes pour satisfaire les besoins de l'humanité, ce qui, nous l'avons

vu, n'est plus vraiment avéré, le problème est qu'elles sont très inégalement réparties. Neuf pays se partagent 60 % des gisements, tandis qu'à l'autre extrémité, certaines zones du globe au climat aride sont touchées par le stress hydrique : le sud de la Méditerranée jusqu'au Sahel et sa périphérie, le Proche et le Moyen-Orient, des régions de Chine, d'Inde et des deux Amériques. Même l'Europe, notamment dans le sud de l'Espagne, connaît nombre de situations critiques. Dans certains cas, les ressources en eaux renouvelables sont déjà entièrement consommées ou en voie de l'être. On touche alors, comme en Libye, "non plus aux intérêts mais au capital même", mettant en jeu le patrimoine des générations futures.

Ce n'est pas un hasard : la plupart des pays pauvres se trouvent en zones arides. Or, ces pays, à forte poussée démographique, ont l'impérieux besoin de développer tout à la fois leur agriculture et leur industrie dont on sait combien elles sont gourmandes en eau. Le cercle est très vicieux et il faudra sans doute, pour en sortir, passer par une chasse impitoyable au gaspillage et le recours à des pratiques plus efficaces, voire à des innovations technologiques. A titre d'exemple, on remet aujourd'hui en question l'irrigation à tout va qui permit la révolution verte et on cherche à mettre au point et à généraliser des techniques, comme le goutte à goutte ou l'aspersion, qui soient plus économes.

L'eau, c'est aussi la santé. Les statistiques abondent sur les conséquences dramatiques, dans les pays en développement, de la consommation quotidienne d'une eau non potable. Les maladies d'origine hydrique tuent chaque année cinq millions de personnes, en majorité des enfants. C'est bel et bien, avant le sida ou la malaria, le premier facteur de mortalité.

L'accès à l'eau est encore un facteur essentiel du développement social de

nombreuses populations, en particulier des femmes. Une Africaine, dit-on, parcourt en moyenne six kilomètres par jour pour approvisionner sa famille en eau. Que de temps et d'énergie gaspillés, quand il nous suffit, à nous, d'ouvrir le robinet ! (1)

De l'eau, mais à quel prix ?

Encore qu'ouvrir le robinet ne soit plus, même sous nos latitudes, où l'on ne craint pas trop les effets sur les réserves en eau du réchauffement climatique, un geste aussi anodin, aussi irréfléchi que par le passé.

L'urbanisation, l'agriculture intensive, l'industrialisation, nos modes de vie très polluants altèrent gravement la qualité des eaux, de surface et souterraines, que nous utilisons. Leur traitement et leur épuration nécessitent la mise en œuvre de techniques et d'interventions complexes dont les coûts se répercutent évidemment sur le prix "au robinet".

Il ne faudrait tout de même pas pousser le bouchon un peu trop loin. Les programmes de maîtrise de la pollution connaissent, malgré quelques progrès, des résultats mitigés. Les techniciens de l'eau ont beau prétendre être capables de tous les miracles, dans de nombreuses régions de nos pays développés, la qualité de l'eau au robinet laisse à désirer. En raison, notamment, des rejets de l'industrie et d'une agriculture intensive grande dispensatrice de pesticides et nitrates. Toujours est-il que sont remis en cause les acquis de la distribution universelle d'eau potable. Le volume de l'eau de distribution couramment consommée diminue au profit des eaux en bouteilles, pourtant pas toujours irréprochables.

Si l'eau embouteillée représente désormais un marché très convoité, elle n'est cependant qu'un segment, somme toute mineur, du grand marché mondial de l'or bleu qui patiemment se met en place. La marchandisation de cette ressource vitale, jadis gratuite ou presque, est en marche.

(1) Il y a évidemment un côté contact social bienvenu dans cette quête de l'eau de la femme africaine qui, demeurée à la maison, serait de toute façon mise à contribution...

(2) Le Soir, 4 juin 2002.

(3) Réduire de moitié d'ici 2015 le nombre des personnes ne disposant pas d'eau potable et de systèmes d'assainissement.

Iles de Paix au fil de l'eau

La gestion optimale des ressources en eau est un des éléments majeurs, stratégiques de la plupart des projets de développement auxquels collabore Iles de Paix.

En région soudano-sahélienne, cela va de soi, tant les réserves disponibles sont maigres, les infrastructures et équipements collectifs absents ou défectueux.

A Yamba (Burkina Faso, voir article page 8), c'est autour de la réfection de la digue d'un petit barrage - jadis précieuse réserve d'eau après la saison des pluies - que se mobilisent les villageois. Ici, il s'agit d'une opération à vocation productive : une fois le barrage réhabilité pourront se réinstaller à sa périphérie des parcelles de cultures et des points d'eau pour le bétail. L'opération est on ne peut plus écologique : il ne s'agit pas de détourner un cours d'eau, mais de capter et de stocker l'eau de la saison des pluies.

A Tensobentenga, toujours au Burkina, ce sont des puits villageois qui ont été aménagés, à la fois pour les besoins domestiques et pour le développement du petit élevage de proximité.

En Equateur, Iles de Paix de Pangor soutient aussi des aménagements hydrauliques, qu'il s'agisse de l'installation d'irrigation pour les cultures ou de distribution domestique, à partir des sources situées en surplomb des localités. Des techniciens paysans en irrigation ont été formés dans les communautés pour mettre en œuvre ces travaux.

Des actions ont aussi été menées pour la protection durable des réserves en eau, notamment par des reboisements favorisant l'infiltration et la protection des sources. ●

Simple marchandise...

C'est en réalité l'eau de distribution, l'eau courante, qui est dans le collimateur de quelques grosses sociétés transnationales en tête desquelles figurent les deux géants français du secteur, Vivendi et Suez, qui opèrent dans plus de cent trente pays et fournissent l'eau à plus de cent millions de personnes. Fort d'un savoir-faire incontestable, ces sociétés sont en mesure de contrôler tout le cycle de l'eau, du traitement à l'épuration avant rejet, en passant bien sûr par la distribution aux "clients".

Aujourd'hui, dit Gérard Mestrallet (Suez), 5 % seulement de l'eau sont gérés par le secteur privé, tout le reste l'étant par

l'Etat et les collectivités locales. Le champ de croissance est donc considérable. (2)

Surtout que sous la pression de grandes institutions internationales comme la Banque Mondiale, la tendance est à la privatisation des services de l'eau ou, tout au moins, à des partenariats entre les pouvoirs publics et le secteur privé (PPP). Cela s'est encore vérifié au Sommet de Johannesburg où il fut bien précisé que l'on ferait appel à des PPP pour tenir les engagements pris en matière d'amélioration de l'accès à l'eau. (3)

Là où les professionnels de l'eau, comme Gérard Mestrallet, s'enorgueillissent de participer à une bataille à caractère social et sanitaire, les défenseurs de la sauvegarde

des services publics dénoncent une privatisation larvée d'un bien commun en passe de devenir une simple marchandise. Et une marchandise qui pourrait s'avérer hors de prix pour les populations les plus pauvres de la planète.

Sont en danger à terme, la propriété publique des ressources hydriques, tous les services liés à l'eau, le



Photo Olivier Genard/Iles de Paix

Une eau saine pour une santé protégée.



A la fontaine, les convoyeurs attendent : une modeste marchandisation de l'eau.

▷▷▷ pouvoir des Etats et collectivités de réglementer en matière de protection de l'environnement et de santé publique.

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) actuellement en négociation au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce concernera, entre autres, les biens et services environnementaux, dont ceux de l'eau. A la demande expresse de l'Union Européenne qui, ce n'est sans doute pas un hasard, abrite les deux géants du secteur. Un défi et un déni de justice pour tous ceux qui considèrent que l'eau ne peut être une banale marchandise soumise aux seules règles du marché et à la logique du profit.

... ou bien commun ?

Initié par Riccardo Petrella (4), le Contrat mondial de l'eau défend le principe de base que l'eau est un bien commun de

(4) Dont on peut lire "Le Bien commun" et "Le Manifeste de l'eau" (Editions Labor).

l'humanité et que son accès doit être garanti à tous. Il prône une gestion solidaire et durable de la ressource, qui réponde aux droits des générations actuelles et futures et assure une protection de l'écosystème Terre. Il propose notamment la constitution d'un parlement mondial de l'eau qui puisse faire respecter ces droits et devoirs et arbitrer les conflits d'usage de plus en plus nombreux qui naissent autour de cet enjeu crucial, économique, social, politique et même stratégique, que représente l'eau.

Conflits entre éleveurs et agriculteurs, entre villes, campagnes et industries, entre régions arides et zones mieux pourvues, et même entre nations, tant sont nombreuses celles qui se partagent un même bassin hydrographique. Qu'on songe aux terribles controverses que font naître les grands barrages (par ailleurs si controversés) entre pays d'amont et pays

d'aval ou encore à la dimension rivalité autour de l'eau du conflit entre Israël et ses voisins.

A défaut d'une répartition équitable, il importe de coordonner toutes les initiatives pour gérer le trop-plein et le manque, la priorité étant d'investir massivement dans les pays conjuguant grande pauvreté et aridité pour y garantir une gestion durable et une accessibilité des ressources en eau.

Au-delà, il conviendra de fixer des normes internationales en matière de gestion, de qualité et de respect de l'environnement. La planète souffre moins, en effet, d'un déficit en eau (malgré des situations locales de pénuries parfois graves) que d'un manque de gouvernance.

L'équilibre écologique, la fin des gaspillages et des pollutions, une vision globale et solidaire de l'eau ne constituent plus pour l'humanité des choix parmi d'autres, mais des impératifs de survie. ●

Des outils pédagogiques

Dans le cadre d'un programme qui vise à permettre aux jeunes de saisir les grands enjeux environnementaux et leur impact sur la problématique du développement économique et social, notre cellule d'éducation propose aux enseignants du primaire une série d'outils pédagogiques sur la thématique de l'eau.

La cassette "Sur les chemins de l'eau" met en perspective la situation de rareté qui prévaut au Burkina Faso et celle d'un pays comme la Belgique, où sont davantage en cause la qualité de l'eau et sa sauvegarde.

Nous proposerons à la rentrée de septembre une valisette pédagogique contenant des fiches permettant de décliner, dans les trois dernières années du primaire, différentes facettes de la problématique de l'eau : comprendre le cycle de l'eau, appréhender sa force (l'érosion), réaliser l'importance vitale d'un accès à cette ressource.

Vous pouvez dès à présent réserver ces outils qui sont mis gracieusement à votre disposition (Françoise au 085/23 02 54 ou edudev@ilesdepaix.org). ●

Pour surfer sur l'eau...

- www.leaupourtous.be : l'association belge pour le contrat mondial de l'eau
- www.waternunc.be : les multinationales du secteur de l'eau
- www.wateryear2003.org : 2003, année internationale de l'eau douce
- www.unesco.org/water : le portail eau de l'Unesco.

Lire aussi en page 16...

le Libre Parcours des responsables de l'opération ULB "Chercheurs d'eau".